



Danièle OBONO
Députée de Paris
Groupe « La France insoumise »

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

M. Philippe Guzin, préfet de Guadeloupe
Palais d'Orléans
Rue de Lardenoy
97109 BASSE-TERRE cedex

Paris, le 21 janvier 2019

M. le Préfet,

Lors de ma visite en Guadeloupe en mai dernier, j'ai eu l'occasion de rencontrer les représentant-es de nombreux collectifs citoyens qui se mobilisent pour l'amélioration de la qualité et de la distribution de l'eau, notamment en Basse-Terre.

J'ai découvert l'étendue de la dégradation de notre réseau hydrique sur l'île et les conséquences catastrophiques pour la population, que vous n'êtes pas sans connaître, j'en suis sûre : absence d'eau courante dans de nombreuses habitations, mais aussi écoles, ou même hôpitaux ; perte considérable d'eau due à la vétusté des réseaux ; eau arrivant très trouble voire non potable ; risques de diffusion de maladies, etc.

En mars 2018, lors d'une réunion sur l'eau en préfecture, la ministre des Outre-mer, Mme Annick Girardin annonçait un plan d'urgence pour l'eau. Si je ne me trompe pas, celui-ci prévoyait de nombreuses mesures, notamment la mise en place d'un audit de la part du CEREMA, la création d'une « Task Force » dédiée et l'assurance de travaux de rénovation très prochains.

Ayant interrogé le cabinet de Mme Girardin sur cette question, elle m'a renvoyée à vous.

Suivant l'engagement pris auprès de nos concitoyen-nes, je souhaite donc savoir ce qu'il en est de cet audit : si lesdits travaux ont été planifiés et à qui ils seront confiés ; et de façon générale, quelle sera l'action de notre gouvernement pour remédier à cette situation intolérable et indigne, vous en conviendrez, de la promesse d'égalité de notre République.

Sincères salutations,

Danièle OBONO